



“Débat de haut niveau sur la crise alimentaire, la production, l'investissement et le travail décent” - OIT 97^{ème} Conférence internationale du Travail, Genève, 11 juin, 2008

Contribution de Ron Oswald, Secrétaire général de l'UITA

L'UITA se réjouit de ce débat de l'OIT sur les relations entre les politiques pour la sécurité alimentaire, la production, l'investissement et le travail décent, car c'est cette dimension qui manque dans la majorité des analyses et des propositions faites aujourd'hui, comme par exemple dans les conclusions de la dernière Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, que nous considérons précisément pour cette raison comme un échec.

Une des causes de cet échec est que cette crise alimentaire est analysée presque seulement sous l'angle de la rapide montée des prix de la nourriture ces trois dernières années. Pourtant, cette montée des prix n'est que la manifestation de la persistance d'une crise bien plus longue qui refuse à plus de 800 millions de personnes, dont des travailleurs/euses agricoles, le droit à une nourriture suffisante. Il faut se rappeler de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire dans le monde en 1996: "Nous considérons qu'il est intolérable que plus de 800 millions de personnes dans le monde, en particulier dans les pays en développement, n'aient pas assez de nourriture pour couvrir leurs besoins journaliers." On écrivait cela alors que les prix des principales denrées agricoles s'effondraient pour atteindre leur niveau le plus bas en trois décennies. Que les prix percent des plafonds, ou qu'ils soient à leurs plus bas niveaux, des centaines de millions de personnes sont privées du droit de se nourrir.

En 2002, l'UITA a publié "L'OMC et le système alimentaire mondial", qui d'entrée posait la question: "Si l'accès à des aliments sains et nutritifs est si important, pourquoi 820 millions de personnes souffrent-elles de la faim aujourd'hui? Pourquoi les populations des pays exportateurs souffrent-elles de la faim, et pourquoi les travailleurs/euses agricoles font-ils partie de ceux/celles qui ont faim? Puisque la valeur des exportations agricoles mondiales atteint aujourd'hui les USD 545 milliards, pourquoi les travailleurs/euses agricoles et les petits/es agriculteurs/trices font-ils/elles partie des plus pauvres des pauvres? Si plus de la moitié de la main d'œuvre mondiale travaille dans l'agriculture, pourquoi les conditions de production des aliments sont-elles si destructrices pour la santé et le bien-être de ces gens?"

Depuis 2002, le commerce agricole mondial a augmenté régulièrement à plus de USD 700 milliards - un chiffre qui ne tient pas compte de la récente hyperinflation. Où sont les avantages de l'expansion du commerce des produits agricoles promis par l'OMC, dont le cycle de Doha que la FAO pousse à conclure comme la principale solution au problème de la faim? En 2007, la FAO estimait que 850 millions de personnes étaient chroniquement en situation de malnutrition, alors que la production alimentaire continuait à un rythme plus fort que l'accroissement de la population. Maintenant, en 2008, même le FMI parle de 100 millions de nouvelles victimes potentielles de la famine.

Un système qui condamne automatiquement à la famine et à la malnutrition plus de 800 millions de personnes est à l'évidence en crise permanente. Du point de vue de la législation internationale sur les droits humains, qui institue l'universalité du droit des êtres humains à une nourriture adéquate à des prix

accessibles et l'obligation de la part des gouvernements de garantir et de défendre ce droit, ce système est plus qu'un échec. C'est un crime. Parmi les victimes les plus exposées à cette violation massive du droit à une nourriture adéquate, on trouve le presque demi-milliard de femmes et d'hommes qui contribuent à la production alimentaire dont nous dépendons tous: les travailleurs/euses salariés/es de l'agriculture.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est l'apparition presque simultanée dans une trentaine de pays environ de manifestations massives qui ont transformé cette violation continue des droits humains en crise politique pour ces gouvernements.

L'élément nouveau qui a déclenché toutes ces manifestations, c'est l'hyperinflation des prix des aliments de base. Les prix de certains de ces aliments essentiels ont doublé et triplé en l'espace d'une année ou même de quelques mois. Le 31 mars, le prix du riz est monté de 30% en un seul jour; celui du blé de 27%, le 25 février.

On estime que pour chaque unité de pourcentage d'augmentation du prix des denrées de base, ce sont 16 millions de personnes supplémentaires qui se retrouvent en situation de famine. La première question qui se pose inévitablement est donc pourquoi ces millions de personnes sont-elles déjà dans cette situation, et pourquoi trouve-t-on parmi elles un si grand nombre d'employés/ées de l'agriculture?

Alors qu'il est urgent de maîtriser cette hausse des prix, nous devons nous demander pourquoi aucune proposition officielle n'a été faite pour augmenter les revenus de la main d'œuvre agricole en compensation de la perte de pouvoir d'achat et de la réduction du nombre de calories qu'elle cause. Nous devrions demander pourquoi des millions d'employés/ées agricoles sont tombés dans la famine et la pauvreté alors que le prix des denrées agricoles baissait régulièrement dans les années 1990. Nous devrions demander pourquoi les prix de détail du café, du thé ou du sucre sont restés inchangés ou ont même augmenté sur plus d'une décennie, alors que les cours mondiaux de ces denrées connaissaient une baisse continue. Pourquoi durant toutes ces années les bénéfices des sociétés transnationales et des traders ont-ils augmenté avec leur pouvoir d'achat et leurs parts de marché, alors que les salaires des employés/ées agricoles dans le café, le thé et le sucre stagnaient ou se détérioraient, parfois même de façon sévère?

Où est l'enchaînement entre le prix des denrées, les prix de détail, les salaires et le pouvoir d'achat que l'OMC nous certifiait qu'un commerce libéralisé allait concrétiser grâce à "l'allocation optimale des ressources"? La dépendance aux prix volatils des denrées alimentaires a mené des populations entières à l'épuisement de leurs ressources.

La conférence de la semaine passée à la FAO s'est conclue par un appel à conclure rapidement le cycle de Doha. Comment peut-on se précipiter à le faire, alors que c'est la politique de l'OMC – en particulier l'accord sur l'agriculture - qui a facilité la montée soudaine des importations qui ont dévasté des systèmes vitaux de production alimentaire au niveau local et national. Entre 1995 et 2000, le prix du maïs à Mexico est tombé de 70%, tandis que le prix des tortillas, la denrée de subsistance à base de maïs, augmentait de 300%, et quadruplait en l'espace de quelques mois dans le courant de l'année dernière. Durant les 5 dernières années, environ 1.3 million de travailleurs/euses et de petits/es

fermiers/ères ont été forcés/ées d'abandonner leurs terres pour chercher du travail. Parmi eux/elles, beaucoup ont été forcés/ées de quitter le Mexique.

En eux-mêmes, les prix des denrées ne nous disent rien sur la capacité des travailleurs/euses agricoles à se nourrir, ou à nourrir les pauvres dans les villes. Les questions essentielles sont la vulnérabilité, la volatilité et les bénéfices produits au long de la chaîne alimentaire.

Alors que 100 millions de personnes supplémentaires pourraient se trouver en situation de famine à cause de la rapide augmentation des prix des céréales et du grain, les profits des traders et des grandes industries de transformation alimentaires sont à des niveaux records. Cargill, le principal trader mondial, a enregistré une augmentation de bénéfice de 86% dans le négoce des denrées pour le premier trimestre de cette année. Les profits de ADM, le deuxième plus important trader, étaient en hausse de 67% pour 2007. Bunge, principal acheteur de graines pour l'agrodiesel, a vu une augmentation de 77% de ses bénéfices pour le premier trimestre de cette année. Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire mondiale, a eu des bénéfices exceptionnels en 2007 et a lancé un programme de rachat de ses propres actions de 25 milliards de dollars - tout en déclarant à ses employés/es qu'à cause de coûts de production plus élevés, ils/elles pouvaient s'attendre à des licenciements et des coupes salariales.

Vous chercherez en vain le mot entreprise dans la feuille d'information de 50 pages de la FAO pour le Sommet mondial de la crise alimentaire - c'est un rapport intitulé "Faits, perspectives, impacts et actions requises". Vous ne le trouverez pas non plus dans les Perspectives pour l'agriculture 2008-2017 de l'OCDE-FAO - mais vous y trouverez un message à l'intention de tous les pauvres les avertissant que les prix de la nourriture allaient fortement augmenter pour la prochaine décennie, ou même pour plus longtemps. Les acteurs et les problèmes les plus importants de la crise du système alimentaire mondial ne sont cependant pas là. Les forces agissantes derrière la libéralisation du commerce agricole dans la dernière décennie - l'augmentation énorme de l'envergure, du pouvoir, des parts de marché des sociétés transnationales, pas seulement par dessus les frontières, mais également dans les marchés locaux et nationaux, par les échanges à l'intérieur de la société et avec ses filiales - sont totalement absentes. Il y a seulement des marchés, des signaux du marché, et des prix. Avec ces "faits" et ces "perspectives", comment pouvons-nous comprendre le fonctionnement des mécanismes réels, et nous concentrer efficacement sur les vrais problèmes?

Les forces qui engendrent la faim n'apparaissent pas spontanément – elles sont déclenchées. Si les stocks mondiaux de céréales sont bas, c'est parce que les gouvernements ont été systématiquement soumis à des pressions, au lobbyisme, en proie au chantage ou à la tromperie pour les vendre, mettant ainsi dans des mains privées un mécanisme essentiel de régulation de l'offre. Ce sont maintenant les entreprises qui gèrent les stocks de nourriture de la planète. La recherche agricole financée par les fonds publics n'a pas simplement "décliné", – elle a été démantelée consciencieusement avec l'approbation de la Banque mondiale, en s'assurant qu'elle serait dorénavant exclusivement du ressort des départements de R&D des entreprises.

Les principaux acteurs ayant été rendus invisibles - en particulier les entreprises et les spéculateurs financiers qui dictent chaque fois plus leurs conditions: le type de culture, la manière de cultiver, de récolter, de transformer, de vendre et à quel prix - nous en sommes réduits à un plan d'action qui dit aux pauvres que ce sera

essentiellement du "business, comme d'habitude". Ce qui avait été à Rome l'occasion pour les gouvernements de montrer leur engagement à défendre et à renforcer le droit à se nourrir a pris la forme d'une assistance humanitaire et de vagues appels pour plus d'investissements, plus de semences, plus de fertilisants sans spécifier le type d'investissement, d'investisseurs et de semences, ni les destinataires des investissements.

Alors que les agences internationales ont découvert le sous-investissement, l'investissement dans les index des denrées alimentaires a augmenté de 13 milliards de USD en 2003 à 260 milliards en 2008 - et, selon certains analystes, pourrait bientôt atteindre un billion de USD. Pourtant, la feuille d'information de la FAO pour le sommet de Rome a consacré deux paragraphes à ce phénomène dans son "évaluation des récents développements", mais rien dans sa partie conclusive "options de politiques". Les fonds d'investissement privé et les fonds spéculatifs - investisseurs qui se concentrent sur des gains à court terme et à hauts rendements - se sont développés au-delà des marchés à terme et se sont mis maintenant à acquérir à coups de milliards des terres agricoles, des outils de production et de l'infrastructure. Le monde réel a été laissé en arrière - et, avec lui, la production, l'investissement et le travail décent. La vraie question est quel type d'investissement, quelle production et qui en bénéficie.

Une étude de la Banque mondiale a clairement établi que la part énorme de céréales et de graines dirigée vers la production d'agrofuel est pour beaucoup dans la pression inflationniste des prix alimentaires - d'un tiers à même 75% selon une étude prenant en compte l'utilisation du sol et l'impact sur les stocks alimentaires. La hausse des prix du pétrole est aussi un facteur déterminant, le système alimentaire mondial en est dépendant pour la production de fertilisants et de pesticides et pour le transport sur de longues distances. La production de nourriture est devenue un secteur de l'industrie pétro-chimique. La FAO ne considère pas que la spéculation ait joué un rôle important dans la poussée inflationniste des prix, mais les fonds d'investissement misent des centaines de milliards de dollars sur des prix plus élevés, en créant une bulle qui fait monter les prix. C'est pourtant la spéculation uniquement qui a fait monter les prix à terme du riz de 31% en quelques heures le 31 mars. Les prix au détail suivent, et les conséquences peuvent être fatales. Comme a dit récemment Tom Giessel, un cultivateur de blé aux Etats-Unis: "Nous transformons tout en perdant de vue que c'est de nourriture qu'il s'agit, de quelque chose dont les gens ont besoin. On fait du commerce avec des vies."

Lutter contre la faim implique abandonner des monocultures industrialisées qui maltraitent les sols et épuisent et polluent les réserves d'eau. Les gouvernements doivent se réappropriier les instruments politiques dont ils ont besoin pour garantir la sécurité alimentaire par l'investissement dans les systèmes alimentaires locaux et nationaux. Nous devons arrêter de soustraire à la consommation humaine de la nourriture pour en remplir les réservoirs des véhicules. Une régulation doit protéger la production de nourriture et l'agriculture des incursions des marchés financiers. Et nous devons défendre les droits élémentaires de tous ceux qui travaillent dans l'agriculture. Ce sont les conclusions de l'IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development), dont le récent rapport a été approuvé par plus de 60 pays, mais dont les constats et les conclusions n'ont pas été repris par le sommet de la FAO.

Au moment de célébrer les 60 ans de la Convention 87 de l'OIT pour la liberté d'association, les droits des travailleurs/euses agricoles sont toujours

systématiquement violés, et cette violation systématique se reflète dans un système alimentaire qui n'est durable ni du point de vue social, ni du point de vue de l'environnement. Le travail agricole reste le domaine de la pauvreté, de la violence, du travail des enfants et des accidents, parfois mortels. Les travailleurs/euses agricoles sont toujours exclus/ues des systèmes nationaux de relations industrielles dans certains pays parmi les plus riches du monde qui comptent parmi les principaux producteurs et exportateurs de nourriture. Est-il possible qu'en 2008 on soit toujours en train de lutter pour la reconnaissance du droit des travailleurs/euses agricoles à une eau potable comme étant un droit humain universel?

Le chaînon manquant entre l'investissement, la production et le travail décent – thème de ce débat - c'est la régulation sociale. Peu importe combien de milliards ou même de billions soient investis dans l'agriculture, cet investissement n'arrive pas à développer le travail décent ni à faire avancer le droit à la nourriture. Au lieu de cela, ce que nous voyons, c'est plus de volatilité, et donc, plus de vulnérabilité. Une régulation sociale au niveau national et subnational qui applique les standards de l'OIT est nécessaire pour garantir que ces flux de capitaux soient destinés au travail décent, à la lutte contre la pauvreté et à une sécurité alimentaire durable. Les gouvernements doivent protéger et défendre le droit à la nourriture et les travailleurs/euses de ce secteur.

C'est pourquoi l'OIT doit jouer un rôle central dans le travail entre les agences de l'ONU sur la sécurité alimentaire. Nous pensons qu'il est donc essentiel que dans le suivi du travail de cette année du Comité de la CIT sur l'emploi en zone rurale pour la réduction de la pauvreté , l'OIT demande l'organisation prochaine d'un forum public sur la crise alimentaire mondiale du point de vue de la production, de l'investissement et du travail décent. Un forum dans lequel les hommes et les femmes qui contribuent à la production de nourriture, ainsi que leurs syndicats, puissent poser sur la table des questions réelles et des solutions réelles.

* * * * *